

COMPTABLE CHARGE DU RECOUVREMENT**PAIERIE DEPARTEMENTALE**

Cité administrative B.P. 1327
16012 ANGOULEME CEDEX
IBAN : FR20 3000 1001 29C1 6400 0000 032
BIC : BDFEFRPPCCT
BDF ANGOULEME
Tél : 05 45 95 58 45

ETABLISSEMENT

DEPARTEMENT DE LA CHARENTE
Laboratoire départemental
16917 ANGOULEME Cedex 9

Voir DR. 617 RENÉ
A payer sur 2015
Collectivité : Laboratoire départemental

Exercice	Numéro de titre	Nom du débiteur Somme due
2015	07417	520,16 INSTITUTION INTERDEPART A

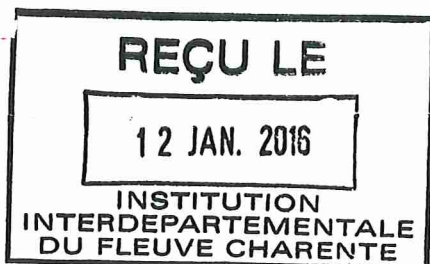
Adresse de paiement par Internet : <http://www.lacharente.fr>

NOM ET ADRESSE DU DEBITEUR

INSTITUTION INTERDEPART AMENAG
DU FLEUVE CHARENTE ET AFFLUENTS
2 PLACE SAINT PIERRE

17100 SAINTES

SERVICE FAIT



26/01/16 = DR → JM = OK pour paiement.

Emis et rendu
exécutoire le : 30.12.2015

Exercice : 2015

N° de bordereau : 278

N° de Titre : 07417

TITRE DE RECETTE EXECUTOIRE

en application de l'article L 252 A du livre des procédures fiscales,

AVIS DES SOMMES A PAYER

(Exemplaire destiné au débiteur)

TITRE EXECUTOIRE en application de l'article L 252 A du livre des procédures fiscales, émis et rendu exécutoire conformément aux dispositions de l'article L.1617-5, D.1617-23, R.2342-4, R.3342-8-1, R.4341-4 du code général des collectivités territoriales.

Je vous prie de bien vouloir verser à ma caisse, à **réception du présent titre exécutoire**, la somme dont le montant figure dans la colonne "somme due" selon les indications données au verso du présent acte.

OBJET	IMPUTATION	MONTANT H.T	MONTANT T.V.A	MONTANT T.T.C
ANALYSE DE LABORATOIRE 12/15 N°2015015540	70 70610	433,47	86,69	520,16
TOTAUX				520,16

MODALITES DE REGLEMENT :

- Par Internet, au moyen d'une carte bancaire, en vous connectant à l'adresse électronique mentionnée dans le cadre concerné au recto ;
- En numéraire à la caisse du comptable chargé du recouvrement : veuillez rapporter dans ce cas le présent avis en venant payer, un reçu vous sera remis ;
- Par chèque bancaire ou postal adressé au comptable chargé du recouvrement : veuillez joindre le talon à votre chèque, sans le coller ni l'agrafer ;
- Par mandat ou virement sur le compte courant Banque de France du comptable public chargé du recouvrement (IBAN FR20 3000 1001 29C1 6400 0000 032) : veuillez inscrire très lisiblement, en zone objet / libellé, l'identifiant de la collectivité puis les références de la créance portées sur le talon.

LIBELLETZ obligatoirement le chèque ou le mandat à l'ordre du TRESOR PUBLIC, dans votre intérêt n'envoyez en aucun cas un chèque sans indication du bénéficiaire ainsi que les références de la créance dont vous vous acquittez.

RENSEIGNEMENTS, RECLAMATIONS, DIFFICULTES DE PAIEMENT, VOIES ET RECOURS :

- Renseignements

Si vous souhaitez obtenir des renseignements sur le décompte ou la mise à votre charge des sommes dues, ou si vous estimez qu'une erreur a été commise, adressez vous **aux services de la collectivité désignée au recto du présent acte**.

- Réclamations

Si vous avez une réclamation amiable à formuler, adressez-vous **aux services de la collectivité désignée au recto du présent acte**.

Veillez avoir l'obligance d'informer également le comptable chargé du recouvrement de votre démarche en précisant les références du titre figurant au recto du présent acte.

ATTENTION : la contestation amiable ne suspend pas le délai de saisine du juge judiciaire.

- Délais et difficultés de paiement

Toute somme non acquittée dans le délai de 30 jours de la réception du présent avis fera l'objet de poursuites engagées par le comptable public indiqué au verso (seul celui-ci peut accorder un délai de paiement dans des cas exceptionnels). Pour contester ces poursuites, vous devez déposer un recours devant le juge de l'exécution mentionné aux articles L. 213-5 et L. 213-6 du code l'organisation judiciaire dans un délai de deux mois suivant la notification de l'acte contesté (cf. 2° de l'article L. 1617-5 du code général des collectivités territoriales).

Si vous avez des difficultés pour régler la somme qui vous est réclamée, adressez-vous, **muni des justificatifs de votre situation**, au comptable chargé du recouvrement désigné au recto du présent acte.

- Voies et recours

Dans le délai de deux mois suivant la notification du présent acte (article L. 1617-24 du code général des collectivités territoriales), **vous pouvez contester la somme mentionnée au recto en saisissant directement le tribunal judiciaire ou le tribunal administratif compétent selon la nature de la créance**.

A titre d'exemple :

- cantines scolaires : tribunal administratif ;
- produits hospitaliers (frais d'hospitalisation, soins, frais d'hébergement, forfait journalier) : tribunal administratif ;
- loyers d'habitation et charges locatives : tribunal d'instance ;
- redevances d'assainissement : tribunal d'instance si le montant de la créance est inférieur ou égal au seuil fixé par l'article R 321-1 du code de l'organisation judiciaire et tribunal de grande instance au-delà de ce seuil ;
- redevances d'enlèvement des ordures ménagères : tribunal d'instance ou de grande instance selon le même seuil que ci-dessus ;
- consommation d'eau : tribunal d'instance ou de grande instance selon le même seuil que ci-dessus.

Si vous souhaitez être assisté d'un avocat et si vous remplissez les conditions fixées par la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991, vous pouvez bénéficier de l'aide juridictionnelle. Vous devez en formuler la demande auprès du tribunal de grande instance.

CHARENTE

LE DÉPARTEMENT

LABORATOIRE DEPARTEMENTAL D'ANALYSES ET DE RECHERCHE DE LA CHARENTE

Agréé par les Ministères de l'Agriculture, de la Santé, de l'Environnement

Date de validation : 18/12/2015

Date d'édition : 18/12/2015

INSTITUTION INTERDEPARTEMENTALE

AMENAG FLEUVE CHARENTE

EPTB CHARENTE

2 Place Saint Pierre

17100 SAINTES

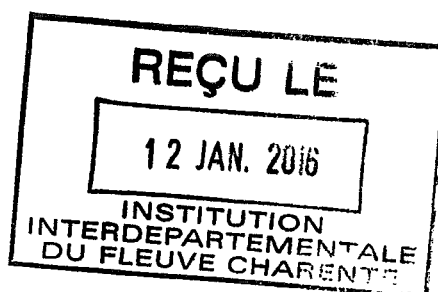
Client	
Code ext. :	
Nom :	INSTITUTION INTERDEPARTEMENT
Adresse :	EPTB CHARENTE
Commun :	SAINTES

FACTURE N°

2015015540

Les prix indiqués sont en EUROS

Prestations	PU HT	PU HT Client	Remise	Qté	Mont. HT
LOT 1 - DECEMBRE 2015					
Station à sec : 05013160	0,00	0,00		0	0,00
EPTB-Déplacements, Prélèvements	54,00	54,00		3	162,00
EPTB-Flaconnages	7,14	7,14		3	21,42
OXNP	83,38	83,35		3	250,05



Page n° : 1

TVA 20%

Total HT	433,47	Euros
Total TVA	86,69	Euros
Total TTC	520,16	Euros

Nb total de pages : 1

TOTAL DES SUBVENTIONS : 0.09 EUROS

Facture payable dès réception à la Paierie Départementale.

Ce document vous est destiné. Merci de joindre à votre règlement, la partie détachable de votre "Avis des sommes à Payer" à Monsieur le Payeur Départemental.

Pour toute question, merci de prendre contact avec le service comptabilité du Laboratoire Départemental d'Analyses au 05 16 09 50 12.

Siret : 22160001800545 APE : 743B Banque de France Angoulême : 30001-00129-C1640000000-32
 N° de TVA intracommunautaire : FR20 3000 1001 29C1 6400 0000 032
 BIC : BDFEFRPPCCT

DIRECTION DE L'ANIMATION ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

Laboratoire Départemental d'Analyses et de Recherche de la Charente - 496, route de Bordeaux -16021 Angoulême
 Tél. 05 16 09 50 12 - Télécopie : 05 16 09 51 63 - Email : lida16@cg16.fr - (accès par la rue Louis Pergaud)

THE
OFFICE OF THE
ATTORNEY GENERAL
STATE OF NEW YORK
ALBANY, N. Y.
JANUARY 10, 1901

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES



LETTRE DE RELANCE

Art. L. 1617-5 du code général des collectivités territoriales

Pour nous contacter
Votre centre des Finances Publiques

PAIERIE DEPARTEMENTALE DE LA CHARENTE

CITE ADMINISTRATIVE BAT B

16000 ANGOULEME

PAIERIE

16000 ANGOULEME

Téléphone : 05 45 95 58 45

Courriel générique : t016090@dgfip.finances.gouv.fr

Accueil du public : Lu à Ve 9h/12h Lu à Je 13h30/16h

BIC/IBAN : BDFEFRPPCCT/FR203000100129C164000000032

Vos références

Numéro d'acte : 9530786311

CENTRE DES FINANCES PUBLIQUES

P DEP CHARENTE

CITE ADMINISTRATIVE BAT B

16000 ANGOULEME

PAIERIE

16000 ANGOULEME



RV90 9530786311

INSTITUTION INTERDEPART AMENAG
2 PLACE SAINT PIERRE
SAINTES
17100 SAINTES

Madame, Monsieur,

Selon mes informations, vous n'avez pas payé les produits dont vous êtes redevable selon les prescriptions légales.

Je vous invite à régulariser dans les meilleurs délais votre situation dont le décompte détaillé figure dans le tableau ci-dessous. A défaut, je poursuivrai, à l'issue d'un délai de trente jours suivant la notification du présent document, la procédure visant à obtenir le paiement des sommes précitées.

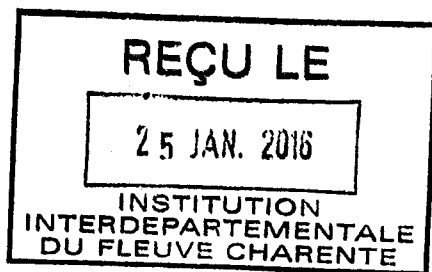
Situation des sommes dont vous êtes redevable, arrêtée le 12/01/2016, en vertu de titre(s) rendu(s) exécutoire(s) par l'ordonnateur de
DEPARTEMENT CHARENTE

Référence de la créance	Date d'émission	Objet de la créance	Montant initial dû	Frais dus	Réductions et versements	Reste à payer
BC10602/EX 2015 T 6231	30/11/2015	analyse de laboratoire 10/15 n.2015014152	520,16	0,00	0,00	520,16
TOTAL DÙ					520,16 €	

Si vous avez déjà réglé la totalité du reste à payer ci-dessus, ne tenez pas compte de ce courrier. Si vous rencontrez des difficultés pour payer la somme restant due, je vous invite à me contacter rapidement.

Je me tiens à votre disposition pour tout renseignement complémentaire et vous prie de croire, Madame, Monsieur, à l'assurance de ma considération distinguée.

Le comptable public,
PAGOLA Jean-Pierre



MINISTÈRE DES FINANCES
ET DES COMPTES PUBLICS

MODALITES DE PAIEMENT

- En numéraire, dans la limite de 300 €, auprès de votre CFP, muni du présent courrier,
 - Par chèque bancaire libellé à l'ordre du Trésor Public avec le talon de paiement, envoyés sous pli affranchi à l'adresse ci-contre.
 - Par virement aux références BIC/IBAN figurant dans le cadre "Pour nous contacter", en indiquant le n° d'acte et la collectivité dans le libellé du virement.
- NE JOINDRE AUCUN
COURRIER A VOTRE
PAIEMENT

Application : HELIOS

Lettre de relance n° 9530786311
du 12/01/2016

SOMME À PAYER : 520,16 Euro(s)

Références :

POSTE : 016090

COL/BUD : 10602

INSTITUTION INTERDEPART AMENAG
2 PLACE SAINT PIERRE
SAINTES
17100 SAINTES

TALON DE PAIEMENT

CENTRE D'ENCAISSEMENT
DES FINANCES PUBLIQUES
59885 LILLE Cedex 9

NE RIEN INSCRIRE SOUS CE TRAIT - NE PAS PLIER

000002106161

555555000126 40302000095307863110160905983806

52016

CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES (CGCT) - (EXTRAITS)

Art. L. 1617-5 Les dispositions du présent article s'appliquent également aux établissements publics de santé.

1° En l'absence de contestation, le titre de recettes individuel ou collectif émis par la collectivité territoriale ou l'établissement public local permet l'exécution forcée d'office contre le débiteur. Toutefois, l'introduction devant une juridiction de l'instance ayant pour objet de contester le bien-fondé d'une créance assise et liquidée par une collectivité territoriale ou un établissement public local suspend la force exécutoire du titre.

L'introduction de l'instance ayant pour objet de contester la régularité formelle d'un acte de poursuite suspend l'effet de cet acte.

2° L'action dont dispose le débiteur d'une créance assise et liquidée par une collectivité territoriale ou un établissement public local pour contester directement devant la juridiction compétente le bien-fondé de ladite créance se prescrit dans le délai de deux mois suivant la réception du titre exécutoire ou, à défaut, du premier acte procédant de ce titre ou de la notification d'un acte de poursuite.

L'action dont dispose le débiteur de la créance visée à l'alinéa précédent pour contester directement devant le juge de l'exécution mentionné aux articles L. 213-5 et L. 213-6 du code de l'organisation judiciaire la régularité formelle de l'acte de poursuite diligenté à son encontre se prescrit dans le délai de deux mois suivant la notification de l'acte contesté.

3° L'action des comptables publics chargés de recouvrer les créances des régions, des départements, des communes et des établissements publics locaux se prescrit par quatre ans à compter de la prise en charge du titre de recettes.

Le délai de quatre ans mentionné à l'alinéa précédent est interrompu par tous actes comportant reconnaissance de la part des débiteurs et par tous actes interruptifs de la prescription.

4° Une ampliation du titre de recettes individuel ou de l'extrait du titre de recettes collectif est adressée au redevable sous pli simple. Lorsque le redevable n'a pas effectué le versement qui lui était demandé à la date limite de paiement, le comptable public compétent lui adresse une mise en demeure de payer avant la notification du premier acte d'exécution forcée devant donner lieu à des frais.

En application de l'article 4 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le titre de recettes individuel ou l'extrait du titre de recettes collectif mentionne les nom, prénoms et qualité de la personne qui l'a émis ainsi que les voies et délais de recours.

Seul le bordereau de titres de recettes est signé pour être produit en cas de contestation.

5° Lorsque la mise en demeure de payer n'a pas été suivie de paiement, le comptable public compétent peut, à l'expiration d'un délai de trente jours suivant sa notification, engager des poursuites devant donner lieu à des frais mis à la charge du redevable dans les conditions fixées à l'article 1912 du code général des impôts.

La mise en demeure de payer interrompt la prescription de l'action en recouvrement.

L'envoi de la mise en demeure de payer tient lieu du commandement prescrit par le code des procédures civiles d'exécution préalablement à une saisie vente. Dans ce cas, la mise en demeure de payer n'est pas soumise aux conditions générales de validité des actes des huissiers de justice;

6° Pour les créances d'un montant inférieur à 15 000€, la mise en demeure de payer est précédée d'une lettre de relance adressée par le comptable public compétent ou d'une phase comminatoire, par laquelle il demande à un huissier de justice d'obtenir du redevable qu'il s'acquitte auprès de lui du montant de sa dette.

Les frais de recouvrement sont versés directement par le redevable à l'huissier de justice. Le montant des frais, qui restent acquis à l'huissier de justice, est calculé selon un taux proportionnel aux sommes recouvrées fixé par arrêté conjoint du ministre chargé du budget et du ministre de la justice.

Lorsque la lettre de relance ou la phase comminatoire n'a pas été suivie de paiement, le comptable public compétent peut adresser une mise en demeure de payer. Dans ce cas, l'exécution forcée des poursuites donnant lieu à des frais peut être engagée à l'expiration d'un délai de huit jours suivant la notification de la mise en demeure de payer.

7° Le recouvrement par les comptables publics compétents des titres rendus exécutoires dans les conditions prévues au présent article peut être assuré par voie d'opposition à tiers détenteur adressée aux personnes physiques ou morales qui détiennent des fonds pour le compte de redevables, qui ont une dette envers lui ou qui lui versent une rémunération.

Les comptables publics compétents chargés du recouvrement de ces titres peuvent procéder par la voie de l'opposition à tiers détenteur lorsque les sommes dues par un redevable au même poste comptable sont supérieures à un montant, fixé par décret en Conseil d'Etat, pour chacune des catégories de tiers détenteur.

Le comptable public chargé du recouvrement notifie cette opposition au redevable en même temps qu'elle est adressée au tiers détenteur.

L'opposition à tiers détenteur emporte l'effet d'attribution immédiate, prévu à l'article L. 211-2 du code des procédures civiles d'exécution, des sommes saisies disponibles au profit de la collectivité ou de l'établissement public local créancier à concurrence des sommes pour lesquelles l'opposition est pratiquée. Les dispositions des articles L. 162-1 et L. 162-2 du code des procédures civiles d'exécution sont en outre applicables.

Sous peine de se voir réclamer les sommes saisies majorées du taux d'intérêt légal, les fonds doivent être reversés dans les trente jours qui suivent la réception de l'opposition par le tiers détenteur auprès du comptable chargé du recouvrement.

L'opposition à tiers détenteur peut s'exercer sur les créances conditionnelles ou à terme : dans ce cas, les fonds sont versés au comptable public chargé du recouvrement lorsque ces créances deviennent exigibles.

Lorsqu'une même personne est simultanément destinataire de plusieurs oppositions à tiers détenteur établies au nom du même redevable, elle doit, en cas d'insuffisance des fonds, exécuter ces oppositions en proportion de leurs montants respectifs.

Si les fonds détenus ou dus par le tiers détenteur sont indisponibles entre ses mains, ce dernier doit en aviser le comptable chargé du recouvrement dès la réception de l'opposition.

Les contestations relatives à l'opposition sont introduites et instruites dans les conditions fixées aux 1° et 2° du présent article. (...)

CODE GENERAL DES IMPOTS (CGI) - (EXTRAITS)

Art. 1912

1. Les frais de poursuites mis à la charge des redevables au titre des produits recouvrés par le comptable public chargé du recouvrement sont calculés par application d'un pourcentage qui ne peut excéder 5 % du montant total des créances dont le paiement leur est réclamé, dans la limite de 500 €. Un décret en Conseil d'Etat fixe, pour chaque catégorie d'acte, le tarif des frais applicables et les modalités d'application du présent alinéa.

Les frais accessoires aux poursuites sont fixés par décret.

2. Ces frais sont recouvrés par le comptable public chargé du recouvrement des produits mentionnés au 1.

CODE GENERAL DES IMPOTS (CGI) - ANNEXE 2 (EXTRAITS)

Article 396 C

Le pourcentage mentionné au 1 de l'article 1912 est fixé à :

- a) 3 % pour un commandement de payer ;
- b) 5 % pour une saisie portant sur des biens meubles corporels ou incorporels ;
- c) 2,5 % pour une opposition sur saisie antérieure ;
- d) 1,5 % pour une signification de vente ou l'apposition d'affiches ;
- e) 1 % pour un inventaire des biens saisis ou pour un procès-verbal de vente.

Les frais de saisie sont ramenés à 1 % :

1° En cas de saisie interrompue par un versement immédiat du redevable auprès de l'huissier ou du comptable mentionné à l'art. 396 B ;

2° Lorsque le redevable s'acquitte du montant de sa dette dans le délai d'un jour franc à compter de la saisie.

Les frais mis à la charge des redevables comportent un minimum par acte fixé respectivement à 7,5 euros pour le commandement de payer et à 15 euros pour les autres actes de poursuite.

Code des procédures civiles d'exécution

Art. L. 221-1

Tout créancier muni d'un titre exécutoire constatant une créance liquide et exigible peut, après signification d'un commandement, faire procéder à la saisie et à la vente des biens meubles corporels appartenant à son débiteur, qu'ils soient ou non détenus par ce dernier.

Tout créancier remplissant les mêmes conditions peut se joindre aux opérations de saisie par voie d'opposition.

Lorsque la saisie porte sur des biens qui sont détenus par un tiers et dans les locaux d'habitation de ce dernier, elle est autorisée par le juge de l'exécution.

Pour les données vous concernant, les droits d'accès et de rectification prévus par la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 s'exercent auprès du service dont émane le présent document. Le cas échéant, les informations portées sur le présent courrier sont susceptibles d'être transmises à l'organisme ordonnateur.